

Ces entreprises qui créent leur assurance

GESTION DES RISQUES Les primes d'assurance ne cessent de grimper et certains risques ne sont tout simplement plus couverts. Des sociétés décident de créer leur «captive» et de se protéger elles-mêmes

EMMANUEL GARESSUS, ZURICH
@garessus

Risques financiers, sanitaires, réglementaires. Les nécessités de se protéger ne cessent de croître même si l'économie se prépare à la sortie de la crise du coronavirus. Or, il devient de plus en plus difficile de se couvrir contre les risques. Les primes d'assurance s'envolent. Et les coûts des sinistres de même.

Durant l'année du covid, les assureurs ont dû dépenser 38 milliards de dollars en sinistres en lien avec la pandémie. Ils sont donc contraints de limiter leurs capacités d'assurance disponibles pour les clients ou d'exclure certains risques, tels que la perte d'exploitation. D'autant plus que les risques

«Le modèle d'affaires correspond un peu à celui de la propriété par étages»

ALEX NYDEGGER, ACTUAIRE RESPONSABLE DES CAPTIVES AUPRÈS DU COURTIER KESSLER



Les très grosses sociétés, habituées à une gestion centralisée des risques, sont traditionnellement les plus intéressées. (MAURICIO PALOS/BLOOMBERG VIA GETTY IMAGES)

juridiques ont pris l'ascenseur. Aux Etats-Unis par exemple, en cas d'accident, le fardeau de la preuve a été reporté de l'employé à l'employeur.

La tendance à la hausse des primes a débuté avant le covid. L'indice des prix d'assurance est en hausse depuis 13 trimestres consécutifs. Le taux de progression annuel est également élevé. Il s'élève à 18% au premier trimestre 2021. Dans une branche comme la responsabilité des organes dirigeants d'entreprises, les primes ont augmenté de 50%, dans le cyberrisque de 54%, selon le courtier Marsh.

Les professionnels parlent de «hard market» pour qualifier les tendances actuelles. «Certaines couvertures sont très difficiles à placer, par exemple l'annulation d'événement», déclare dans une interview Alex Nydegger, actuaire responsable des captives auprès du courtier Kessler.

Les entreprises sont incitées à augmenter la rétention de risque, donc à le couvrir eux-mêmes, et, le cas échéant, à créer une captive d'assurance. Plutôt que de prendre par exemple une couverture responsabilité civile auprès

d'un assureur traditionnel, l'entreprise crée elle-même une société dite «captive».

Le but consiste à réaliser des économies d'assurances, à accroître son indépendance à l'égard des assurances et à réduire la volatilité des flux de trésorerie, selon Alex Nydegger. Ces dernières années, on assiste également à l'émergence de nouvelles formes de captives comme les captives par compartiment (*cell captives*) qui permettent de disposer d'un instrument de financement alternatif du risque à moindre coût. «Le modèle d'affaires

correspond un peu à celui de la propriété par étages. Les propriétaires mettent en commun une partie des charges afin de réduire leurs frais», avance Alex Nydegger. Concrètement, en créant une captive, une société mère crée une filiale qui assure en exclusivité les risques de la maison mère. En tant que société d'assurances dûment enregistrée, la captive sera surveillée par les autorités de surveillance des marchés financiers, en Suisse la Finma.

Diverses entreprises peuvent se mettre ensemble et créer un

pool de captives pour couvrir des risques tels que l'assurance accident. La gestion d'une captive nécessite toutefois un savoir-faire complexe. Elle est donc souvent confiée à des courtiers. En Suisse, selon Alex Nydegger, Kessler, qui est membre du groupe Marsh, est le leader de la branche avec 25% de la gestion de captives dans le monde, soit 1480 captives et 60 milliards de recettes de primes pour 440 employés. L'an dernier Marsh a participé à la création de 100 nouvelles captives dans le monde, un record. L'actuaire en charge de la

captive procède à une analyse des risques assurables et développe une stratégie de financement sur mesure. La complexité du processus conduit à définir une taille critique. Pour Alex Nydegger, le seuil critique en termes de volume de primes pour envisager une captive est en constante baisse et doit être jugé au montant des frais d'enregistrement et d'exploitation de la captive.

Un marché suisse encore restreint

Traditionnellement, ce sont surtout les multinationales – connaissant un degré suffisant de centralisation de gestion des risques – qui ont une captive. Avec le durcissement du marché, et plus particulièrement depuis la crise covid qui n'a fait qu'accroître ce phénomène, on assiste à un intérêt croissant des entreprises de moyenne taille pour cet instrument.

En Suisse, le marché des captives est ancien mais il est restreint. L'association suisse des captives (Sirca) regroupe 30 membres, avant tout des industriels, selon son directeur, lequel n'observe pas de fluctuation majeure en ce moment.

En termes de volume de primes souscrites par les captives dans le monde, on assiste depuis 2019 à une forte augmentation dans les domaines de la perte d'exploitation (+283%), l'inclusion des fournisseurs et des distributeurs (+117%), le cautionnement (+110%), et l'assurance crédit (+70%).

Selon Kessler, les principaux domaines d'assurances couverts par les captives concernent l'assurance de choses «tous risques» (30%), l'assurance RC (22%), l'assurance des accidents professionnels (20%), la RC auto (15%). Mais de nouvelles branches sont en train d'émerger, comme les cyberrisques, les prestations santé et retraite versées au personnel, l'assurance de la responsabilité civile professionnelle et les risques environnementaux. ■

En Suisse aussi, l'inflation confirme son retour

PRIX Sous l'effet des réouvertures, les prix suisses s'affichent en hausse pour le deuxième mois consécutif. Davantage que les matières premières, ce sont les loyers et les voyages qui sont en cause

SERVAN PECA
@servanpeca

Le retournement date du mois d'avril. Les prix des matières premières, et du pétrole en particulier, avaient fait basculer l'indice suisse des prix à la consommation (IPC) dans le vert pour la première fois depuis février 2020.

Les chiffres de mai ont eux été publiés lundi. Cette fois-ci, en plus de ceux de l'or noir (+20% en un an), ce sont les prix des loyers (+0,8%), poids lourds du panier moyen calculé par l'Office fédéral de la statistique (OFS), ainsi que ceux des voyages à forfait internationaux (+1,6%) et des légumes-racines, avec une poussée de 10% en un mois, qui permettent à l'inflation de confirmer son retour.

L'IPC a augmenté de 0,3% en mai sur un mois. Et de 0,6% sur un an. Le communiqué publié lundi précise que l'inflation sous-jacente, donc sans tenir compte des produits frais et saisonniers, de l'énergie et des carburants, a lui progressé de 0,2% par rapport à avril 2021, comme par rapport au mois de mai de l'année dernière. Les prix de produits indigènes se sont appréciés de 0,2% en rythme annuel. Les produits importés, eux, enregistrent un bond de 1,6% par rapport au printemps 2020.

Temporaire ou durable?

Le chiffre publié lundi «est un peu supérieur à nos attentes, en raison d'une petite surprise du côté des loyers, indique Maxime Botteron, économiste de Credit Suisse. Mais la trajectoire de l'inflation demeure dans la fourchette de nos prévisions.» La banque s'attend à un IPC qui augmente jusqu'à 1% en rythme annuel en fin d'année, puis à une stabilisation, l'an prochain.

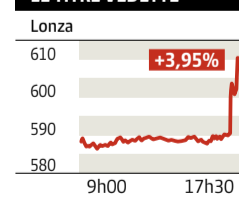
Si ces chiffres ne sont pas une surprise, ils relancent le débat sur la nature de cette inflation. Temporaire ou durable? Pas de quoi s'inquiéter a priori, répond Maxime Botteron. «Il y a des incertitudes sur quelques produits et services, les voyages par exemple, dont les prix avaient beaucoup baissé depuis la crise. C'est aujourd'hui un rattrapage, et il est possible qu'ils deviennent plus chers qu'avant mars 2020». D'autres catégories de produits, comme l'électroménager ou les meubles, voient aussi leurs prix augmenter. «Mais il y a en a bien d'autres, comme les loyers justement, qui ne dépendent pas du contexte international.»

En l'état, Maxime Botteron ne s'attend en tout cas pas à voir s'enclencher la spirale prix-salaires. Et ce même si le marché du travail suisse a bien résisté. «Pour que la hausse de prix prenne un certain poids dans les prochaines négociations salariales, il faudrait qu'elle s'installe durablement.» Ce n'est donc pas le scénario sur lequel il mise. ■

PROPOSÉ PAR BCGE

Dominé par Roche et les cycliques

LE TITRE VEDETTE



BOURSE

Le SMI a clôturé en hausse de 0,52% à 11 630,66 points et le SPI de 0,38% à 14 975,05 points. Lonza a grimpé de 3,95% à 610 francs, affichant ainsi la meilleure

performance du jour. Roche a connu une belle hausse de 2,41% à 327,60 francs. Le secteur du luxe s'est aussi démarqué lundi. Swatch group a engrangé 2,19% à 331,30 francs et Richemont 1,59% à 115,30 francs. Par contre, Novartis a cédé 0,28% à 80,79 francs et Nestlé s'est effrité de 0,07% à 112,82 francs. Hormis UBS (+0,03% à 14,765 francs), les valeurs financières se sont affaiblies. ■ BCGE, SALLE DES MARCHÉS

CHARTÉ ÉDITORIALE WWW.LETEMPS.CH/PARTENARIATS

PUBLICITÉ

Albin Kistler



RECHERCHE AUTONOME

En phase grâce aux visites d'entreprises et aux entretiens directs.

Nous tenons parole.